

**G20 - Lutte contre le terrorisme -  
Commerce international - Climat -  
Afrique - Conférence de presse de  
M. Emmanuel Macron, président de  
la République, à l'issue de la  
réunion du G20  
(Hambourg, 08 juillet 2017)**

Mesdames et Messieurs.

Je souhaitais vous rendre compte de ce G20 qui s'est tenu hier et aujourd'hui à Hambourg.

Je souhaite d'abord remercier la chancelière Angela Merkel pour son accueil et l'immense travail qu'elle a accompli avec son équipe pour que ce G20 puisse se tenir et pour, durant plusieurs mois, le préparer.

Je souhaite aussi ici saluer les forces de l'ordre et de sécurité civile qui ont permis de sécuriser ce G20 qui ont subi de nombreuses attaques, souvent violentes, émanant non pas de ce que j'appellerais des militants mais plutôt des casseurs.

Et enfin je veux également saluer la ville de Hambourg et son maire, Olaf Scholz, parce que nous sommes dans une ville d'ouverture, d'accueil, de culture que j'ai eu à plusieurs reprises l'occasion d'apprécier avec, je dois l'avouer, un peu moins de monde, mais que les tensions des derniers jours ne doivent pas faire oublier.

Nous avons eu un sommet du G20, qui a été fait de discussions difficiles, nous le savions et cela s'est vérifié.

Il y a une explication à cela, c'est que le G20, créé il y a dix ans pour répondre aux turbulences, aux déséquilibres économiques et financiers de la crise qui sévissaient alors est devenu l'enceinte dans laquelle nous débattons aujourd'hui des grands sujets de la mondialisation, de ses régulations nécessaires, c'est-à-dire le commerce, le climat, le terrorisme, l'immigration et qu'au moment où nous parlons, il y a des divergences croissantes entre des grandes puissances, il y a des puissances autoritaires qui émergent et il y a au sein même du monde occidental des divisions, des incertitudes, des imprévisibilités qui n'existaient pas il y a quelques années.

C'est tout cela qui fait que ce qu'on avait pu pressentir au G7 se révèle plus dur encore au G20 et à ce titre, malgré ces difficultés, je considère que le communiqué et la nature des discussions à laquelle nous sommes parvenus ont permis de maintenir des équilibres indispensables, des

déclarations d'intérêts conjoints et d'éviter toute marche en arrière. Et à ce titre, le rôle que la France a pu jouer durant ces deux jours est conforme à ce que sont à la fois les engagements que j'ai pu prendre et notre rôle.

Nous avons d'abord eu une discussion longue sur le sujet du terrorisme. Sur ce sujet-là, il y a des convergences certaines, compte tenu de la nature du défi et donc en matière de terrorisme, nous avons pu avancer sur la ligne de ce que la déclaration conjointe de Taormina avait permis de mettre en place, ce que le Conseil européen d'il y a quelques semaines avait permis aussi de faire avancer au niveau européen. Et je considère que la déclaration commune sur le terrorisme est une bonne déclaration qui permet des avancées, qui marque l'engagement de l'ensemble des membres du G20 dans la lutte contre la propagande sur Internet, qui engage une action résolue et demande en particulier aux opérateurs une responsabilité plus grande, une réactivité plus grande en matière de lutte contre la propagande terroriste et également qui met en place une action résolue, organisée, en matière de lutte contre le financement du terrorisme.

À ce titre, compte tenu de ce que je viens de rappeler, le G20 est la bonne enceinte et c'est à mes yeux l'un des principaux acquis de ce G20 pour lequel la France a beaucoup poussé et qui était une proposition française : acter le renforcement du Groupe d'action financière, le GAFI, qui est une structure trop peu connue mais qui joue un rôle crucial en matière de contrôle des financements pour en faire une instance stable, pérenne avec une continuité, basée sur son secrétariat général. Ce qui est aujourd'hui l'une des faiblesses du G20 c'est de ne pas avoir de structures permanentes. Il y en aura autour du GAFI en matière de lutte contre le financement du terrorisme et je pense c'est une avancée importante parce que quand on regarde l'ensemble des théâtres d'opérations qu'il s'agisse du Proche et Moyen-Orient ou du Sahel, c'est à chaque fois les trafics d'armes, de drogue, de personnes qui nourrissent les réseaux financiers du terrorisme et qui permettent dans la durée, la poursuite de ces activités ou leur développement.

Donc à ce titre, c'est à mes yeux une bonne avancée de ce G20.

Pour le reste, nous avons sur les sujets du commerce, du climat, du développement et de l'Afrique eu des discussions qui éclairent parfaitement les débats mondiaux qui sont aujourd'hui les nôtres, c'est-à-dire celle d'un doute qui s'est installé dans la régulation de la mondialisation, d'un doute qui s'est installé chez certains quant à la pertinence du multilatéralisme et d'une remise en cause d'un modèle dans lequel nous vivons depuis 1945.

Je le dis avec beaucoup de clarté, je ne concéderai rien à celles et ceux qui poussent dans cette direction et le sens de mes interventions durant ces deux jours a été celui-ci. Pourquoi ? Parce qu'aujourd'hui plus encore qu'hier, nous avons besoin du multilatéralisme, d'une grande coordination et des instances qui ont été créées après la Deuxième Guerre mondiale. Sinon, nous revenons, nous reviendrons plus vite encore vers les égoïsmes nationaux et les grands déséquilibres.

En matière de commerce, nous avons besoin d'un commerce qui est à la fois libre et équitable. Nous avons vécu toutes et tous pendant deux jours dans une ville qui a été dévastée par des casseurs, auxquels je ne concéderai rien mais qui marquent aussi l'expression de sociétés civiles qui se mettent à douter de notre capacité collective à réguler la mondialisation, il faut l'entendre.

La réponse à cela, ce n'est ni le protectionnisme ni le dumping et il y a aujourd'hui des tentations différentes mais qui existent autour de la table qui consistent à dire d'un côté «le dumping est une pratique qu'on doit permettre et qui est une nouvelle grammaire du commerce», non ; et de l'autre côté des prises de parole, des positions qui consistent à dire, parce que le commerce mondial ne fonctionne plus comme il le faudrait, «nous allons fermer les frontières et aller vers des pratiques de protectionnisme renouvelées». Les deux sont de mauvaises réponses, on a besoin du libre commerce parce que c'est ce qui permet pour les citoyens, pour les entreprises, pour les consommateurs, un meilleur fonctionnement de la mondialisation. C'est ce qui pousse quand on est plus compétitif à gagner la partie, quand on l'est moins à la perdre, mais il faut que cette compétition internationale soit juste et elle ne l'est pas, quand on ne respecte pas les règles du commerce et de l'industrie. C'est le dumping et donc je me félicite que l'année dernière lors du G20 en Chine, il y ait eu des premières déclarations fortes qui aient été prises contre les surcapacités dans certains domaines, en particulier dans la sidérurgie ; je souhaite que nous continuions et en la matière. Compte est pris de ce sujet, la France continuera à être très vigilante.

La deuxième faute qu'on fait souvent, c'est en matière fiscale : la France continuera à porter une action résolue dans les enceintes internationales et en Europe pour lutter contre le dumping fiscal qui vient fausser le commerce international.

La troisième est en matière sociale : on ne peut pas accepter que le commerce mondial s'organise uniquement vers le moins disant socialement parce qu'alors, ce sont tous les pays qui sont perdants.

Et enfin, c'est le sujet environnemental et je le dis là pour vous montrer combien tout se tient : le commerce international fonctionne si tout le monde se donne les mêmes règles en termes d'émissions, en termes de contraintes environnementales. Si on considère qu'on peut optimiser sa position en ne respectant pas les règles du climat, alors on détériore la nature du commerce mondial et c'est ça ce qu'il y a derrière à la fois un commerce qui est libre mais juste, c'est-à-dire un commerce qui est fait de règles de réciprocité, de régulation. C'est ce que porte la France, c'est ce que nos discussions ont permis d'éclairer mais c'est aussi cela qui a permis de noter les tensions qui existent et les risques qui existent sur le commerce international.

J'ai, pour ma part, rappelé que l'approche qui consiste à ne regarder le commerce international que par des surplus ou des déficits bilatéraux est une erreur profonde qui va fragmenter à nouveau nos équilibres internationaux. Pourquoi ? Parce que quand j'achète un iPhone, certes aux États-Unis, je ne fais pas que grever mon déficit commercial à l'égard des États-Unis ; les États-Unis ont acheté un maximum de composants à la Chine, à d'autres pays et donc tout cela montre que nombre de nos productions aujourd'hui sont faites mondialement avec une répartition de la valeur ajoutée qui dépend de nos avantages comparatifs et de notre capacité à faire. Donc il ne faut tomber dans aucun des pièges de court terme vers lesquels nos opinions publiques ou nos difficultés peuvent parfois nous conduire.

La France a, en tout cas, défendu cette voie d'un libre et juste commerce et je pense qu'à cet égard les équilibres du texte permettent d'exprimer ce que nous pensons ; mais un texte n'efface pas les tensions qui existent et qui continueront à exister sur ce sujet pour un long

moment.

Sur le sujet du climat, nous avons réitéré à 19 notre engagement et noté à 20 qu'il y avait un choix américain de ne pas rester dans l'accord de Paris. C'est une façon d'avoir une déclaration à 20 et je salue à cet égard, la volonté de la chancelière Merkel d'éviter d'avoir une déclaration limitée à 19 États membres et de pouvoir écrire quelque chose à 20. Il n'en demeure pas moins que pour ma part, je continue à penser que c'est une erreur qui est faite par les États-Unis d'Amérique, de ne pas rester dans l'accord de Paris ; je l'ai redit et je souhaite que, en aucun cas, cette décision américaine ne conduise à quelque retour en arrière que ce soit pour les signataires de l'accord et pour les avancées concrètes que nous devons faire.

Cela a été l'objet de mes discussions bilatérales et multilatérales sur ce sujet. J'ai noté avec satisfaction que le président Poutine avait la volonté de confirmer son adhésion à l'accord de Paris et donc sa volonté d'agir ; dans l'ensemble de mes discussions, j'ai noté aussi une vraie volonté de faire et d'arriver à des résultats concrets.

C'est d'ailleurs ce qui a permis durant l'échange bilatéral que j'ai eu avec le président Xi une vraie avancée et la volonté d'identifier des projets communs que nous pourrions inaugurer ensemble, en tout cas pousser un agenda partagé au-delà de ce que nos deux pays font déjà dans plusieurs domaines, en particulier le nucléaire civil. Et la Chine a réaffirmé sa volonté d'aller de l'avant en matière de transition environnementale. C'est ce que j'ai donc évoqué avec le président Poutine et c'est aussi ce que nous ferons très concrètement avec le Premier ministre Modi puisqu'avant la fin de l'année, je me rendrai en Inde pour le sommet de l'Alliance solaire internationale, qui est une concrétisation de l'accord de Paris qui nous permettra de lancer plusieurs projets, de rassembler aussi plusieurs pays en soutien et d'avoir une véritable action concrète en la matière.

J'ai pu aussi m'entretenir sur ce sujet du climat avec plusieurs autres homologues, la Banque mondiale, les Nations unies et je veux ici vous annoncer que le 12 décembre prochain, deux ans après l'adoption de l'Accord de Paris, je réunirai donc un Sommet afin de prendre de nouvelles actions pour le climat, notamment sur le plan de financement et donc la France abritera un sommet d'étape, deux ans après l'Accord de Paris qui permettra en particulier sur les financements prévus par ledit accord de mobiliser financements privés et publics, mais aussi d'identifier les projets qui pourront ainsi être financés et qui manifesteront une avancée concrète de ce que la France a permis de faire advenir, qui est un engagement international qui, aujourd'hui, mobilise 195, peut-être demain 194 États.

Je pense qu'en la matière, il est indispensable d'avancer de manière concrète et c'est la cohérence même du G20, qui est à l'oeuvre. J'ai essayé de l'expliquer à certains : on ne peut pas prétendre lutter efficacement contre le terrorisme si on n'a pas une action résolue contre le réchauffement climatique ou alors il faut aller expliquer aux gens qui vivent au Tchad, au Niger et ailleurs que le climat n'est pas un problème. Aujourd'hui, le terrorisme, les grands déséquilibres dans notre monde, ce que nous sommes en train de vivre est lié au déséquilibre climatique que notre mode productif international a généré. Donc nous devons y répondre parce que tout est lié et si on veut traiter des questions de l'Afrique, du développement, de l'industrie et du climat de manière séparée, je pense que ça n'a aucun sens. Comme cet agenda est lié, notre responsabilité, c'est de tenir de manière cohérente l'ensemble de ces engagements.

Ce matin, nous avons eu un long échange sur le développement, en particulier le développement de l'Afrique et je veux ici saluer l'avancée concrète de ce G20, notamment la mise en place de partenariats avec plusieurs pays africains, des engagements clairs impliquant la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et en la matière, la méthodologie qui a été retenue par ce G20 est à mes yeux la bonne. Là aussi si nous voulons une politique résolue en matière de développement, c'est le complément indispensable à la vraie politique de lutte contre l'insécurité que la France mène en particulier dans le Sahel et ce sont les deux piliers sur lesquels nous devons nous appuyer en permanence pour l'Afrique.

J'ai eu l'occasion de le rappeler, dimanche dernier, lorsque je me suis rendu à Bamako pour un sommet du G5 Sahel en annonçant l'Alliance pour le Sahel ; c'est exactement l'esprit de ce que nous avons aujourd'hui discuté, la volonté de rassembler l'ensemble des financements, de pouvoir associer à ces financements des pays partenaires, des organisations internationales et de travailler sur des projets concrets pour éviter la perte de temps, les intermédiaires inutiles et le gaspillage institutionnel.

Ce qui compte en matière de développement, ce sont les acteurs de terrain et les projets et donc c'est dans cet esprit que je souhaite avancer sur ce sujet et c'est dans cet esprit que nous avons discuté ce matin du développement pour l'Afrique.

Nous avons également parlé des migrations qui sont un défi mondial et durable qui a été l'objet de discussions la semaine dernière à Berlin, lorsque nous avons préparé ce Sommet et dont nous reparlerons à coup sûr mercredi prochain à quelques Européens au sommet de Trieste. Tous ces sujets là aussi vous le voyez sont liés et pour ma part, je ne partage rien de la schizophrénie dans laquelle certains peuvent parfois s'enfermer, qui consiste à penser qu'on puisse traiter une partie de ces sujets sans les regarder dans toutes leurs composantes.

Enfin, nous avons eu une discussion très consensuelle, celle-ci, sur la lutte contre la pauvreté, les pandémies, la volonté de mobiliser plus de financement en matière d'éducation, en particulier en Afrique et de prendre des actions concrètes en matière d'inclusivité de la croissance et en particulier d'égalité entre les hommes et les femmes. Nous avons pu rappeler nos engagements mutuels sur le plan national et notre volonté également d'aller de l'avant sur ces sujets.

Voilà rapidement brossé l'essentiel des sujets qui ont été couverts durant ce G20. Vous l'avez compris, il y a eu, à mes yeux, des avancées réelles en matière de lutte contre le financement du terrorisme, il y a eu des reculs évités sur beaucoup d'autres sujets et il y a aujourd'hui une prise de conscience qui doit se faire chez tout le monde : notre monde n'a jamais été aussi fracturé ; les forces centrifuges n'ont jamais été si fortes et les biens communs qui sont les nôtres n'ont jamais été aussi menacés. Quels sont ces biens communs ? La démocratie, le rapport aux libertés individuelles, l'égalité homme/femme, l'éducation et le climat. Quand on regarde aujourd'hui la planète, est-ce qu'on pense que ces sujets sont à l'optimum de ce qu'ils ont été depuis 60 ans ? Non ! Donc nous avons évité de dire le contraire dans les discours mais il y a encore beaucoup à faire pour que l'action soit à la hauteur de ce que nous devons à celles et ceux qui vivent aujourd'hui sur la planète mais aussi à celles et ceux qui y vivront demain.

Pour ma part, je considère que c'est le principal défi de notre génération et qu'à ce titre, il est indispensable que nous puissions très rapidement, dans les prochaines semaines et les prochains mois, sur nombre des sujets que j'ai évoqués, aller plus loin./.

(Source : service de presse de la présidence de la République)